

Convention nationale des avocats
Nantes – Vendredi 21 octobre 2011

Monsieur le Président du Conseil constitutionnel (Jean-Louis Debré),
Monsieur le Ministre (Robert Badinter),
Monsieur le Préfet,
Monsieur le Maire de Nantes (Jean-Marc Ayrault),
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les Hauts magistrats,
Monsieur le Président du Conseil national de barreaux (Thierry Wickers),
Monsieur le Président de la Conférence des bâtonniers (Alain Pouchelon),
Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris (Jean Castelain),
Mesdames et Messieurs les Bâtonniers,
Mesdames et Messieurs,

La convention nationale des avocats qui se déroule tous les trois ans sous l'égide du Conseil national des barreaux est toujours un moment essentiel dans la vie de votre profession.

C'est aussi un temps de rencontre et d'échange auquel le garde des Sceaux que je suis se prête bien volontiers. C'est loin d'être le seul, car j'ai eu l'occasion d'échanger très régulièrement avec les représentants des avocats, ces dix derniers mois, dans un esprit d'écoute et de dialogue.

Aujourd'hui encore vous n'avez pas hésité à me faire part de vos attentes, pas seulement pour vous-mêmes mais aussi pour notre justice que nous avons, vous et moi, à coeur de défendre.

Cette année, votre convention nationale est placée sous le signe de la confiance et de la sécurité. Ce programme résume à lui seul le rôle de la profession d'avocat.

L'avocat est, pour son client, à la fois un interlocuteur de confiance, et la garantie, par

son conseil et son expertise, de la sécurité juridique.

Cette confiance est aussi celle que le Gouvernement a placée dans votre profession. Reconnaissons aujourd'hui que jamais quinquennat n'aura apporté autant pour renforcer votre rôle, vos missions et vos moyens d'intervention. Cette année a vu aboutir nombre de réformes nécessaires et attendues par votre profession.

1- De nouvelles activités vous ont ainsi été ouvertes et les modalités d'exercice de votre profession ont été modernisées.

➤ Votre champ d'intervention a été élargi :

Nous sommes en train de vivre une période importante, un moment fort pour les auxiliaires de justice que vous êtes.

Avec la fusion de votre profession avec celle d'avoué, vous pourrez, dès le 1^{er} janvier prochain, postuler devant les cours d'appel.

Cette réforme, engagée il y a de nombreux mois maintenant par le Gouvernement, est en passe de devenir une réalité. Elle simplifiera les procédures pour les justiciables qui pourront être représentés par un seul auxiliaire de justice, de la première instance à l'appel.

Je saisis cette occasion pour remercier le Conseil national des barreaux de sa précieuse collaboration dans la mise en œuvre effective de la communication électronique qui accompagne cette réforme. Obligatoire depuis le 1^{er} septembre pour certains actes dans les procédures avec représentation obligatoire, cette dématérialisation est réalisée par l'intermédiaire de votre réseau privé virtuel avocats.

Je salue également l'investissement de votre profession dans le plan de valorisation de la communication électronique en matière civile auprès des tribunaux de grande instance qui a permis, au plus près des juridictions, de redynamiser son utilisation.

Par ailleurs, nous sommes parvenus, comme vous le souhaitiez, à étendre votre domaine d'activités.

Ainsi, l'activité de fiduciaire, réservée jusqu'alors aux banques et assurances, vous est désormais ouverte. **Le décret élargissant les garanties que vous pourrez souscrire pour couvrir le risque de non restitution des fonds a d'ailleurs été publié hier.** En outre, vous pourrez désormais exercer en qualité de mandataire de sportif en vertu de la loi du 28 mars 2011.

Enfin vous le savez, la Chancellerie et le ministère de l'économie ont souhaité avancer dans le domaine de **l'avocat en entreprise**. Je sais qu'il donne lieu à de nombreux débats au sein de votre profession car il implique des aménagements de votre statut et de votre secret professionnel. Vous y avez consacré, hier encore, une table ronde en présence de Michel Prada. **Comme je l'ai annoncé en juin, je souhaite que ce débat se poursuive sur la base d'un texte**, qui est en cours d'élaboration par mes services et qui vous sera bientôt transmis, ainsi qu'à l'ensemble des acteurs juridiques et économiques concernés.

➤ **Comme vous l'aviez demandé, vos modalités d'exercice ont été modernisées pour permettre à votre profession de mieux relever les défis de la compétitivité.**

A ce titre, la loi du 28 mars 2011 a été particulièrement riche en avancées,

- Ainsi, concernant la dénomination sociale, le départ d'un associé ne sera plus un risque de perte de renommée de la structure.
- De plus, la suppression du caractère solidaire de la responsabilité des associés des sociétés civiles professionnelles et des sociétés en participation est remplacée par une responsabilité conjointe. Un obstacle au développement de l'activité économique de vos structures est ainsi levé.
- Par ailleurs, la possibilité vous est désormais offerte de créer des sociétés de participations financières pluri-professionnelles entre professions du droit mais aussi du chiffre. Sont ainsi favorisées les synergies entre professionnels amenés à travailler de manière complémentaire pour un public commun.

En outre, en offrant aux avocats européens exerçant à l'étranger la possibilité d'être associés de cabinets français, cette loi favorise l'exportation des cabinets français d'avocats dans les autres États membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen et dans la Confédération suisse.

Enfin, la loi du 28 mars 2011 a repris les propositions du Conseil national des barreaux sur **la réforme du régime des mentions de spécialisation afin de les rendre plus attractives pour les avocats et plus lisibles pour leurs clients. Le décret d'application de cette mesure sera examiné par le Conseil d'Etat dans les toutes prochaines semaines.**

2 – Les récentes réformes ont aussi donné une nouvelle force au rôle de l'avocat.

➤ Je pense tout d'abord à l'acte contresigné par avocat.

Cet acte à la force probante renforcée consacre votre rôle de conseil dans la rédaction d'actes sous seing privé et tire les conséquences de la sécurité que procure l'intervention d'un professionnel du droit.

Depuis 20 ans que la loi a intégré la profession de conseil juridique à celle d'avocat, vous avez su investir pleinement ce champ et vous êtes, de loin, les premiers rédacteurs d'actes sous seing privé. Parce que vous êtes les mieux placés, par votre activité au contentieux, pour anticiper les difficultés d'application et d'exécution des actes, l'acte contresigné a été réservé à votre profession.

Je ne doute pas qu'elle saura en faire un atout pour développer encore son activité hors contentieux dans de nombreux domaines.

Mais il n'est nul besoin, pour en assurer la promotion, de le comparer à l'acte authentique. Il n'est pas soumis au même formalisme et n'a pas les mêmes effets. Chaque profession du droit a son utilité et ses spécificités et le Gouvernement s'est attaché à mener les dernières réformes en préservant les

équilibres entre chacune d'entre elles.

- **Autre avancée significative, la nouvelle procédure dite « participative »** a été introduite par la loi du 22 décembre 2010. Elle instaure une convention de négociation assistée par avocat, inspirée du droit collaboratif nord-américain. Réaffirmant là encore votre rôle de conseil, cette procédure vous consacre comme l'élément central d'un nouveau mode alternatif de règlement des conflits. Ses mesures d'application, largement concertées avec votre profession, sont insérées dans un projet de décret regroupant différentes mesures de règlement alternatif des conflits qui sera publié avant la fin de l'année.
- **Les réformes constitutionnelles sont également venues renforcer votre action.**

L'instauration de la **question prioritaire de constitutionnalité** a constitué un pas décisif pour la protection des droits et libertés dans notre pays. Et, parce que la défense des droits et libertés est au cœur de ses missions, la profession d'avocat a su remarquablement se saisir de cette nouvelle procédure, au bénéfice des justiciables et de l'Etat de droit ; le président Debré ne me démentira pas sur ce point.

Le bilan quantitatif de la réforme traduit à lui seul l'appropriation rapide de ce nouvel instrument par les acteurs de la justice. Au 1^{er} septembre dernier, 600 questions prioritaires de constitutionnalité avaient déjà été transmises à la Cour de cassation, dont 105 ont été renvoyées au Conseil constitutionnel ; le Conseil d'Etat, quant à lui, en a examiné 355 et transmis 87.

Nous mesurons chaque jour davantage la portée et les effets de cette nouvelle procédure : plusieurs décisions emblématiques du Conseil constitutionnel nous ont conduits à réformer notre droit, qu'il s'agisse de l'hospitalisation sans consentement ou du régime de la garde à vue.

- **La décision sur la garde à vue** est la manifestation tangible de l'importance de ce bouleversement que constitue la possibilité offerte d'un contrôle de constitutionnalité

par voie d'exception, réforme voulue et votée par l'actuelle majorité sous l'impulsion du Président de la République.

Le Gouvernement n'avait pas attendu cette décision pour réfléchir à une évolution de cet important volet de notre procédure pénale. Elle avait d'ailleurs été envisagée dans le cadre d'un projet plus global.

Mais le délai fixé par le Conseil Constitutionnel nous a conduits à nous concentrer sur cette réforme, tout en nous donnant le temps du débat.

Dans le droit fil de la décision du Conseil constitutionnel de juillet 2010, le Parlement, après de riches débats – animés notamment par des membres de votre profession – a ainsi voté **un texte qui me semble parvenir à une conciliation équilibrée entre, d'une part, la prévention des atteintes à l'ordre public et la recherche des auteurs d'infractions (toutes deux nécessaires à la sauvegarde de droits et principes à valeur constitutionnelle) et, d'autre part, l'exercice des libertés constitutionnellement garanties, au nombre desquelles figure le respect des droits de la défense.**

C'est ainsi que toute personne entendue par les services de police dans le cadre d'une mesure de contrainte peut désormais bénéficier de l'assistance d'un avocat lors de toutes les auditions.

Cependant, il est de fait, par exemple, que dans cet esprit d'équilibre entre droits de la défense et nécessités de l'enquête, la possibilité, pour les infractions les plus graves et selon les circonstances de l'espèce, d'un report de cette intervention a été maintenue. Cette faculté de report, strictement encadrée, n'a d'ailleurs jamais été contestée par les hautes juridictions compétentes.

Cet équilibre, je m'attacherai à le préserver dans le cadre des négociations en cours sur le projet de directive sur l'accès à l'avocat, récemment présenté par la Commission européenne. C'est la raison pour laquelle, avec notamment les ministres de la justice du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Belgique, j'ai d'ores et déjà émis de très fortes réserves à l'égard de ce projet.

En effet, cette directive rompt l'équilibre entre efficacité de l'enquête et les droits de la défense. En outre, elle occulte totalement la problématique du financement de l'accès à l'avocat dans ses travaux. Or, accorder des droits dont la mise en œuvre n'est pas financièrement garantie serait un exercice virtuel.

J'ai bien entendu, Monsieur le Président, que cet équilibre ne vous donnait pas entièrement satisfaction. Il se trouve que le Conseil constitutionnel a été saisi des dispositions de la loi du 14 avril 2011 par la voie de deux questions prioritaires de constitutionnalité et qu'il rendra sa décision dans les prochaines semaines. Je ne doute pas que chacun sera très attentif à ce qu'il jugera à cette occasion.

Sans attendre cette décision, votre profession a su se mobiliser dès l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, entrée en vigueur qui a été accélérée par les arrêts rendus par la Cour de cassation le 15 avril 2011.

Les premiers constats sur l'application de la réforme montrent que les avocats sont intervenus sans difficulté particulière dès les premiers jours. L'occasion m'est ici donnée de vous remercier pour avoir eu à cœur de remplir cette mission d'auxiliaire de justice que vous attendiez de longue date.

Selon des données provisoires et qui devront être confirmées par la mission d'audit et de suivi demandée par le Premier ministre, dans 41 % des cas, le gardé à vue a sollicité l'intervention d'un avocat. Ce dernier est intervenu lors du premier entretien de 30 minutes dans 83 % des sollicitations, et dans 4 cas sur 5, a ensuite assisté à une ou plusieurs auditions.

Les incidents entre avocats et enquêteurs se sont par ailleurs révélés rares. Même s'il convient de rester très attentifs aux conditions de mise en œuvre de la réforme et à ses effets, ceci montre qu'au-delà des discours parfois critiques, services enquêteurs comme avocats ont su trouver des modalités de travail en commun, permettant à la fois de réaliser des enquêtes dans de bonnes conditions et de garantir une défense effective du mis en cause durant toute la durée de la mesure.

S'agissant du décret d'application organisant l'établissement de listes d'avocats habilités pour assister en garde à vue les personnes mises en cause pour des faits de terrorisme, je rappellerai simplement qu'il ne s'agit que d'appliquer une disposition votée, à l'initiative de la commission des lois de l'Assemblée nationale, par le Parlement. Un dispositif similaire existe en Espagne et ne pose aucune difficulté. Le système français est d'ailleurs plus souple, car il ne s'agit que d'une faculté pour les magistrats, et les conseils de l'ordre ont une totale liberté dans la désignation des personnes habilitées.

3- Cette réforme de la garde à vue représente pour votre profession, et j'en suis conscient, une exigence. Car il incombe aux barreaux et aux avocats de s'organiser pour répondre aux sollicitations des justiciables qui feront valoir leur droit à un avocat, et donner ainsi à cette réforme son plein effet. Mais **en renforçant l'accès à l'avocat, cette réforme implique aussi pour l'Etat et le contribuable un effort important.**

Du fait notamment de cette réforme, le budget de l'aide juridique se trouve accru de plus d'un tiers puisqu'en 2012, il atteindra 422 M€, soit 110 millions de plus qu'en 2011. Et, si l'on observe les choses sur une plus longue période, on constate qu'en 10 ans ce budget aura pratiquement été multiplié par deux.

C'est dire l'importance de la contribution de la collectivité nationale au financement de vos missions.

Cet effort budgétaire n'a pas été simple à financer, vous le savez.

Dans le contexte si tendu de nos finances publiques, il n'était pas envisageable de financer le coût de la réforme de la garde à vue sur les crédits budgétaires et donc sur l'endettement. Le président de la République vous l'avait dit lui-même lors de son discours pour le bicentenaire du rétablissement du barreau de Paris en 2010.

A quel type de ressource fallait-il alors recourir ? Après avoir mûrement réfléchi aux différentes voies possibles, le Gouvernement a tranché en faveur d'une contribution qui repose sur la solidarité entre les justiciables, sous la forme d'un droit

de timbre de 35€. Je sais que cette décision ne fait pas consensus, mais le consensus est-il possible quand il s'agit de prélèvements obligatoires ?

Je sais aussi que vos représentants avaient suggéré pour leur part deux autres pistes : celle d'une taxe sur les actes juridiques, notamment ceux qui sont soumis à la procédure d'enregistrement ou d'immatriculation et de dépôt au registre du commerce et des sociétés, et celle d'une contribution mise à la charge des assureurs.

Mais l'une comme l'autre, si elles avaient le mérite d'une certaine simplicité, soulevaient de sérieuses questions de principe.

Etait-il légitime de taxer l'activité économique, à travers les actes juridiques des particuliers ou des sociétés soumis à enregistrement, pour financer l'intervention de l'avocat en garde à vue ? Quant à taxer les assureurs, cela revenait indirectement à taxer les contrats d'assurance, et donc les assurés ; ce qui aurait posé aussi bien des questions.

Tout bien considéré, le droit de timbre était la moins mauvaise des solutions. La justice a un coût, il faut l'assumer et l'organiser en prenant en compte les facultés contributives de chacun. **C'est pourquoi le Gouvernement a veillé à exclure du paiement de la contribution les bénéficiaires de l'aide juridique et certaines procédures** telles que les tutelles, les étrangers, le surendettement ou encore le contentieux de la sécurité sociale. **N'oublions pas, en outre, que ce droit pourra être mis à la charge de la partie perdante.**

J'en viens maintenant aux conditions de mise en place de ce droit de timbre. Car, au-delà des questions de principe, c'est aussi sur ce terrain qu'il a rencontré des critiques. Reconnaissons que mettre en œuvre ce nouveau circuit financier en un temps si court était une gageure. Ainsi, **le dispositif d'acquittement du timbre par voie électronique**, qui aurait dû être opérationnel dès le 1^{er} octobre, a pris un peu de retard. **Mais sur ce point, je peux aujourd'hui vous rassurer : il sera bien opérationnel au 1^{er} janvier 2012.**

Quelques ruptures d'approvisionnement en timbres mobiles ont également pu être constatées localement. Elles sont souvent à mettre sur le compte d'une excessive prévoyance des barreaux. Mais je crois pouvoir dire que ces difficultés, dès lors qu'elles ont été signalées, ont pu être résorbées rapidement par les services territoriaux de la DGFIP.

Vous conviendrez en tout cas que le mode de gestion du produit du droit de timbre a été défini selon les vœux de la profession. C'est le CNB lui-même qui le percevra et le répartira entre les barreaux. C'est une marque de grande confiance des pouvoirs publics envers vos représentants.

Avec cette réforme, je ne prétends pas avoir réglé définitivement la question du financement de l'aide juridique. C'est la raison pour laquelle j'ai convenu avec vos représentants de poursuivre une réflexion commune sur le financement de l'aide juridique et sur l'organisation votre profession, au regard notamment de vos nouvelles missions.

4 - Le dernier point que je voudrais évoquer avec vous concerne d'ailleurs le renforcement de la gouvernance de votre profession.

Nous ne partons pas de rien, car des avancées importantes ont d'ores et déjà été actées.

En premier lieu, les compétences des bâtonniers en matière d'arbitrage et de conciliation ont été étendues.

Pour leur permettre de faire face à ce surcroît de travail, **la fonction de vice-bâtonnier a été consacrée dans la loi du 28 mars 2011**. Il sera désormais élu pour la même durée que le bâtonnier et ne sera plus membre du conseil de l'ordre.

En second lieu, répondant à une préconisation du rapport Darrois afin d'accroître la représentativité du Conseil national des barreaux, le président de la conférence des bâtonniers et le bâtonnier de l'Ordre des avocats au barreau de

Paris sont devenus membres de droit du CNB.

Cette nouvelle organisation a fait la preuve de sa pertinence. Je saisis cette occasion pour saluer la qualité des relations établies avec les Présidents Wickers et Pouchelon ainsi qu'avec le Bâtonnier Castelain.

Aujourd'hui, vos instances représentatives ont décidé de donner une nouvelle impulsion et d'intensifier cette réforme en organisant, ces trois derniers mois, une large consultation sur une refonte de vos institutions, pour qu'elles soient à la fois plus proche des avocats et plus fortes auprès des pouvoirs publics.

Ordre national ou Conseil national des Barreaux réformé, président ou bâtonnier national élu au suffrage universel, barreaux de cours d'appel, mutualisation des structures et des moyens, les différentes pistes dégagées par ces consultations vous ont été présentées à l'occasion de cette convention nationale.

J'examinerai avec attention les orientations que vous aurez retenues et la Chancellerie travaillera avec vous, dans la concertation, à définir cette nouvelle gouvernance.

Mesdames et Messieurs,

Si nous n'avons pas été d'accord sur toutes les réformes menées ces derniers mois et que nous ne le serons peut-être pas, demain encore, sur certains points, ce bilan souligne l'importance du chemin parcouru ensemble.

J'entends vos inquiétudes sur le financement de l'aide juridique, sur l'évolution du statut de l'avocat, sur la protection du secret comme sur la rationalisation de votre organisation et le renforcement votre représentation auprès des pouvoirs publics.

De nouveaux chantiers nous attendent donc. Soyez assuré que je serai, comme je l'ai toujours été, à votre écoute. **Ainsi, je veux vous informer que, répondant à**

votre demande, j'ai signé aujourd'hui même un décret qui prévoit que le droit de plaidoirie ne sera pas dû dans les procédures comportant la tenue d'une audience à bref délai, et qui par ailleurs le revalorise.

Le dialogue que nous avons su maintenir en toutes circonstances nous permettra, j'en suis persuadé, de progresser encore dans la voie de la réforme, dans le respect des spécificités de votre profession, dans un climat apaisé entre les professions du droit et cela pour une justice de qualité – au service des droits et libertés de nos concitoyens.

Je vous remercie.